



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/39/550  
S/16767  
4 octobre 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-neuvième session  
Points 37 et 124 de l'ordre du jour  
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET  
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST  
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS  
ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-neuvième année

Lettre datée du 4 octobre 1984, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Thaïlande auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

Suite à ma lettre du 26 septembre 1984, concernant les incidents de frontière entre la Thaïlande et le Laos (A/39/524-S/16757), j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint l'extrait pertinent de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande à la 17ème séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 2 octobre 1984.

Je vous serais obligé, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de l'extrait joint comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 37 et 124, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) M.L. Birabhongse KASEMSRI

ANNEXE

EXTRAIT DE LA DECLARATION FAITE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES  
ETRANGERES DE LA THAILANDE A LA TRENTE-NEUVIEME SESSION DE  
L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES LE 2 OCTOBRE 1984

Incidents survenus à proximité de la frontière entre la  
Thaïlande et la République démocratique populaire lao

Pour ce qui est des incidents survenus à proximité de la frontière entre la Thaïlande et le Laos, mon gouvernement les considère comme des incidents de frontière mineurs qui peuvent malheureusement se produire dans n'importe quelle partie du monde. Ils ne concernent que trois petits villages éloignés, qui couvrent 19 km<sup>2</sup> et qui ont 1 100 habitants. Le problème s'est posé lorsque les troupes lao ont commencé à harceler une équipe de cantonniers thaïlandais en train de construire une route à quelque distance de ces villages, bien à l'intérieur de nos frontières. Une fois que les actions militaires ont commencé, il était difficile à l'une ou l'autre partie de céder, de crainte de donner l'avantage à l'autre partie. Cette question bilatérale a été compliquée par l'ingérence indue d'un pays tiers, qui a saisi cette occasion pour détourner l'attention mondiale de son occupation militaire du Kampuchea et introduire un élément étranger sous forme de couplage avec la question kampuchéenne.

Le Gouvernement royal thaïlandais poursuit depuis longtemps une politique visant à maintenir des relations de bon voisinage avec la République démocratique populaire lao. Il ne faut pas que la question de ces trois villages fasse obstacle à l'amélioration des relations entre nos deux peuples, qui parlent la même langue et qui ont des parents de part et d'autre de la frontière. C'est pourquoi, malgré les efforts déployés par l'autre partie pour empêcher des progrès sur la voie d'un règlement pacifique, le Gouvernement royal thaïlandais a décidé de retirer la présence militaire thaïlandaise des trois villages afin de désamorcer la situation et de parvenir à une solution pacifique du problème.

-----